



CHRONIQUE «ECONOMIQUES»

# La seule croissance sera celle du capital humain

Par Pierre-Yves Geoffard, professeur à l'École d'économie de Paris, directeur d'études à l'EHESS (<https://www.liberation.fr/auteur/5127-pierre-yves-geoffard>) — 15 octobre 2018 à 17:06 (mis à jour à 18:00)



L'éducation est, avec la santé, l'un des moyens d'augmenter le capital humain. Photo Xavier Leoty, AFP

Nos ressources naturelles vont s'épuiser, mais l'innovation peut permettre de continuer à croître. Pour cela il faut investir dans l'éducation, la santé, les infrastructures matérielles et immatérielles, qui ne répondent pas à des logiques marchandes.

L'économie peut-elle croître indéfiniment ? A priori, la réponse est simple et claire, elle a l'évidence du bon sens : non, puisque les ressources matérielles de notre planète sont finies ; tôt ou tard le pétrole, l'uranium, le charbon, viendront à manquer, et la croissance butera sur l'épuisement des ressources naturelles. Sauf que cet argument de

bon sens, repris par exemple par Aurélien Barrau dans son plaidoyer pour des mesures coercitives imposant des comportements favorables au climat, est aussi faux que le même bon sens qui nous dit aussi clairement que le Soleil tourne autour de la Terre, et que celle-ci est plate.



Le premier mécanisme économique qui doit être pris en compte est pourtant très simple : lorsqu'une ressource se raréfie, son prix augmente, ce qui incite à chercher des solutions de remplacement et rend certaines alternatives rentables. Par la découverte de nouvelles formes de production, c'est l'innovation qui permet de continuer à croître. Principal moteur de la croissance de long terme, l'innovation profite dans un premier temps à l'entreprise innovante ; mais tôt ou tard les idées se diffusent, sont reprises, copiées, adoptées par d'autres entreprises, et profitent à l'ensemble de l'économie. Le capital humain, constitué de l'ensemble des connaissances, est le facteur clé et, au contraire des ressources physiques, il n'est limité par aucune barrière matérielle, et peut donc nourrir indéfiniment un processus de croissance.

Reste à expliquer quels sont les déterminants de l'innovation. L'analyse de ces déterminants a donné lieu à la théorie de la croissance endogène, que la Banque royale de Suède vient de récompenser en décernant son prix en mémoire d'Alfred Nobel à Paul Romer.

Quels sont donc les facteurs qui favorisent l'investissement dans les connaissances ? Avant tout, naturellement, l'éducation ; mais la santé contribue également à l'accumulation du capital humain : ces deux éléments conditionnent la recherche et l'innovation. En outre, pour qu'une entreprise puisse profiter de ses efforts de recherche et développement, son activité doit s'inscrire dans un environnement favorable, tant en termes d'institutions que d'infrastructures physiques et immatérielles.

Education, santé, infrastructures : trois domaines dans lesquels des interventions publiques sont nécessaires, car les mécanismes marchands prennent rarement spontanément en compte les externalités positives que ces activités produisent pour l'ensemble de l'économie. La théorie de la croissance endogène développée par Paul Romer redonne à l'Etat un rôle crucial.

Mais la croissance indéfinie, si elle est possible grâce à l'accumulation illimitée des connaissances, est-elle pour autant souhaitable ? Parmi les inventions ayant donné lieu à la forte croissance que le monde a connue depuis la révolution industrielle, figure la maîtrise de différentes formes d'énergie, notamment celles issues du charbon, du gaz, et du pétrole. Or, l'exploitation de ces ressources conduit à des émissions de carbone qui affectent profondément le climat, et peuvent entraîner un bouleversement profond de l'environnement. Par l'augmentation du niveau de vie matériel, la croissance bénéficie aux générations futures ; mais si elle le fait au prix d'un environnement très dégradé, le jeu en vaut-il la chandelle ? En d'autres termes, vivra-t-on plus heureux dans un monde d'abondance matérielle, mais où l'air sera devenu irrespirable ? Là encore, la prise en compte du long terme, et du bien-être des générations futures, ne peut pas uniquement reposer sur des mécanismes marchands. L'autre récipiendaire du prix Nobel 2018, William Nordhaus, a été distingué pour ses contributions à l'économie de l'environnement, qui insistent également sur le rôle complémentaire de l'Etat et du marché. Pour que le prix des énergies carbonées donne aux acteurs individuels l'information pertinente sur leur coût social de long terme, il faut corriger le prix de marché, soit par des taxes soit en restreignant les émissions par des quotas, dont le volume est défini par l'Etat, et dont la rareté conduit à un prix de marché corrigeant les externalités, cette fois négatives. Ces deux ensembles de travaux ont autant apporté des réponses à des questions essentielles qu'ils ont ouvert de

nombreuses pistes de recherche. Bien loin d'une apologie des marchés ontologiquement efficients, ils illustrent aussi l'attention particulière portée par l'analyse économique aux défaillances des mécanismes marchands, et aux manières dont l'action collective peut et doit pallier ces défaillances.

Cette chronique est assurée en alternance par Anne-Laure Delatte, Ioana Marinescu, Bruno Amable et Pierre-Yves Geoffard.

[Pierre-Yves Geoffard professeur à l'École d'économie de Paris, directeur d'études à l'EHESS\(https://www.liberation.fr/auteur/5127-pierre-yves-geoffard\)](https://www.liberation.fr/auteur/5127-pierre-yves-geoffard)